

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2007 — 800

[2007/200483]

24 NOVEMBRE 2006. — Décret visant l'octroi d'une licence de tireur sportif

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, on entend par :

- 1° "Gouvernement" : le Gouvernement de la Communauté française;
- 2° "Loi sur les armes" : loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes;
- 3° "Fédération de tir reconnue" : fédération sportive reconnue en application des dispositions du décret du 26 avril 1999 organisant le sport en Communauté française et gérant une discipline de tir sportif;
- 4° "Tireur sportif" : personne physique affiliée par l'intermédiaire d'un cercle, à une fédération de tir reconnue;
- 5° "Tir sportif" : les disciplines de tir définies par les fédérations internationales de tir et les fédérations de tir reconnues;
- 6° "Licence de tireur sportif" : document, accordant le droit de pratiquer le tir sportif, qui, conforme aux dispositions du présent décret, est délivré au tireur sportif par ou au nom du Gouvernement;
- 7° "Moniteur agréé" : personne physique titulaire d'un brevet pédagogique en tir sportif délivré ou homologué par le Gouvernement;
- 8° "Administration" : la Direction générale du Sport du Ministère de la Communauté française.

Art. 2. § 1^{er}. Le tireur sportif doit, pour pratiquer les disciplines de tir sportif, être en possession d'un des documents suivants :

- 1° Une licence de tireur sportif;
- 2° Un document équivalent délivré soit par la Communauté flamande soit par la Communauté germanophone;
- 3° Un document équivalent délivré dans un Etat-membre de l'Union européenne;
- 4° Un document équivalent, reconnu par le ministre de la Justice, délivré dans un autre État;
- 5° Une licence de tireur sportif délivrée à titre provisoire ci-après dénommée "licence provisoire".

§ 2. Lors de compétitions internationales de tir sportif organisées en Communauté française, les tireurs étrangers devront être en possession de l'invitation émise par l'organisateur.

Art. 3. Le tir sportif est pratiqué dans des stands de tir agréés conformément aux dispositions de l'article 20 de la loi sur les armes ou, pour le tir aux armes à canon lisse, dans des lieux aménagés et autorisés à cet effet par une fédération de tir reconnue.

Art. 4. Le tir sportif se pratique par l'emploi d'armes et des munitions y afférentes, requises dans les disciplines de tir définies par les fédérations internationales de tir.

D'autres disciplines de tir peuvent entrer dans la définition du tir sportif émise au précédent alinéa, sur décision du Gouvernement, pour autant que leur pratique constitue un entraînement aux disciplines visées au premier alinéa.

La liste des disciplines est arrêtée par le Gouvernement sur proposition des fédérations de tir reconnues.

La détention des armes et des munitions nécessaire aux disciplines de tirs visées aux alinéas 1^{er} et 2 n'est permise que si les armes sont reprises dans la liste arrêtée par le Ministre de la Justice dans le respect de l'article 12, 2°, de la loi sur les armes du 8 juin 2006.

Art. 5. Les tireurs sportifs qui sont âgés de moins de dix-huit ans doivent, lors des séances de tir, être en permanence sous la surveillance, la responsabilité et l'autorité d'un tireur sportif majeur et détenteur d'une licence valide depuis au moins deux ans.

Art. 6. Pour obtenir une licence de tireur sportif, le candidat doit :

1° Etre âgé de seize ans minimum ou de quatorze ans minimum, exclusivement lorsqu'il pratique une discipline olympique. Toutefois, l'octroi de la licence de tireur sportif à un mineur d'âge n'autorise pas celui-ci, conformément à l'article 11, § 3, 1°, de la loi sur les armes, à détenir une arme de tir sportif ainsi que les munitions y afférentes;

2° Etre tireur sportif depuis au moins six mois et posséder un carnet de tir sportif attestant d'une activité régulière de minimum six séances organisées par une fédération reconnue ou par un de ses cercles affiliés et contrôlées par un moniteur agréé. La participation à une compétition régionale, nationale ou internationale de tir équivaut à l'accomplissement d'une des séances susmentionnées.

Toutefois, pour obtenir le renouvellement annuel de sa licence, le tireur sportif devra posséder un carnet attestant d'une activité régulière de minimum douze séances par an étalées sur trois trimestres et contrôlées par un moniteur agréé. La participation à une compétition régionale, nationale ou internationale de tir équivaut à l'accomplissement d'une des séances susmentionnées;

3° Présenter un certificat de bonne vie et mœurs, ancien de trois mois au plus, et ne présentant pas de condamnation pour des infractions à la loi sur les armes et pas de condamnation pour des infractions pénales à une peine privative de liberté de plus de quatre mois avec ou sans sursis, étant entendu que la présentation, par l'exploitant du stand de tir, de la copie certifiée du certificat de bonne vie et mœurs requis par les fédérations de tir reconnues pour l'obtention ou le renouvellement de l'affiliation de l'année considérée d'un tireur, équivaut à ladite présentation.

Respecter les conditions prévues à l'article 11, § 3, 3° et 4°, de la loi sur les armes du 8 juin 2006.

4° Présenter un certificat médical, ancien de trois mois au plus et attestant de l'absence de toutes les contre-indications à la pratique du tir sportif visées dans le règlement médical de la fédération de tir reconnue;

5° Réussir une épreuve théorique relative à la connaissance de la législation sur les armes.

Cette épreuve est organisée par une fédération de tir reconnue. En cas de renouvellement de la licence, l'attestation de réussite reste valable, sous réserve d'une modification de la législation sur les armes.

6° Réussir une épreuve pratique attestant de l'aptitude à manipuler une arme à feu en sécurité; cette épreuve est organisée par une fédération de tir reconnue.

Le Gouvernement fixe les modalités d'organisation, de contenu, d'évaluation et d'équivalence des épreuves.

Art. 7. La licence de tireur sportif est délivrée par une fédération de tir reconnue qui gère la discipline concernée, ci-après dénommée "l'autorité émettrice".

L'autorité émettrice transmet chaque année, avant le 30 avril, un rapport sur l'application du présent décret à l'Administration, qui est chargée de l'inspection des activités de l'autorité émettrice.

Le Gouvernement fixe le modèle et le contenu de ce rapport. Celui-ci devra, notamment, préciser le nombre d'épreuves théoriques et pratiques organisées, le nombre d'attestations de réussite de ces épreuves, la liste des personnes auxquelles a été octroyée, pour l'année considérée, une licence de tireur sportif ou une licence provisoire de tireur sportif.

En cas de non-respect par l'autorité émettrice d'une des dispositions du présent décret, le Gouvernement peut entamer la procédure de suspension ou de retrait de la reconnaissance de la fédération sportive concernée conformément aux dispositions du décret du 26 avril 1999 organisant le sport en Communauté française selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

Art. 8. Une licence provisoire doit être délivrée par l'autorité émettrice, pour une durée de six mois, en vue de l'apprentissage du tir sportif. Pour recevoir une licence provisoire, le candidat doit remplir les conditions visées à l'article 6 du présent décret à l'exception des points 2°, 5° et 6°.

La licence provisoire autorise uniquement la manipulation d'armes à feu sous la surveillance et l'autorité d'un moniteur agréé.

Elle porte la mention "provisoire" en couleur rouge et a le même modèle que la licence définitive.

Sa durée ne peut être prolongée.

Art. 9. La licence de tireur sportif est délivrée sur présentation des pièces suivantes :

1° Une copie de la carte d'identité du demandeur et la mention de son numéro national;

2° Une copie de la carte d'affiliation à une fédération de tir reconnue;

3° Une copie de son carnet de tir;

4° Les documents visés à l'article 6, 3° et 4° du présent décret;

5° Un certificat de réussite de chacune des épreuves visées à l'article 6, 5° et 6°;

6° Une photo d'identité récente.

Le modèle de la licence de tireur sportif est arrêté par le Gouvernement.

Art. 10. La licence émise est valable jusqu'au 31 décembre de l'année en cours. Elle doit ensuite être renouvelée annuellement aux conditions visées à l'article 6, à l'exception du 6°. La liste des titulaires d'une licence est transmise annuellement, avant le 30 avril, par l'autorité émettrice aux Gouverneurs des Provinces de résidence des titulaires.

Art. 11. Dans le cas de la cessation de la pratique active du tir sportif, la licence doit être renvoyée à l'autorité émettrice dans les trois mois. Le tireur qui ne respecte pas cette disposition, perd le droit de demander le renouvellement de sa licence lorsqu'il souhaite reprendre ses activités.

Le tireur qui souhaite reprendre ses activités de tireur sportif demande une licence ou une licence provisoire visée aux articles 6 et 8 du présent décret.

Art. 12. L'autorité émettrice peut retirer la licence de tireur sportif lorsque le comportement du titulaire est contraire aux règlements internes établis par le cercle ou la fédération de tir reconnue auquel il est affilié;

L'autorité émettrice doit retirer la licence de tireur sportif dans les cas suivants :

1° Si son titulaire contrevient aux dispositions du présent décret;

2° Si son titulaire contrevient aux dispositions de la loi sur les armes;

3° En cas de condamnation de son titulaire pour des infractions pénales à une peine privative de liberté de plus de quatre mois avec ou sans sursis.

La décision de retrait de licence doit être motivée par l'autorité émettrice.

La procédure de retrait de la licence ainsi que les recours contre cette décision sont organisés par les statuts de la fédération concernée ou en vertu de ceux-ci.

Art. 13. Dans les cas visés à l'article 11, alinéa 1^{er}, et à l'article 12, l'autorité émettrice est tenue d'aviser sans délai du retrait de la licence le Gouverneur de la Province de résidence du titulaire de la licence.

Art. 14. Période transitoire

1° Les tireurs sportifs, qui, à la date de l'entrée en vigueur du présent décret;

- sont membres d'une fédération reconnue;

- détiennent déjà des armes de tir sportif, peuvent, dans un délai de six mois à partir de l'entrée en vigueur du présent décret, introduire une demande de licence de tireur sportif conformément aux dispositions du présent décret.

Pour obtenir sa licence, le tireur sportif doit satisfaire aux conditions du présent décret sauf pour ce qui concerne les articles 6, 2° et 9, 3°, dans lesquels, pendant la période transitoire, le carnet de tir est remplacé par un certificat de fréquentation d'un cercle de la fédération reconnue.

Tous les autres tireurs sportifs doivent, dans le même délai, demander la licence provisoire visée à l'article 8.

2° Par dérogation à l'article 10, la licence octroyée pour l'année 2007 vaut à partir du 10 décembre 2006.

Art. 15. Le décret du 22 octobre 2003 relatif à l'octroi de la licence de tireur sportif est abrogé.

Art. 16. Le présent décret entre en vigueur au jour de sa publication au *Moniteur belge*.
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Donné à Bruxelles, le 24 novembre 2006.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique
et des Relations internationales,
Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances,
M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,
C. EERDEKENS

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

Notes

Session 2006-2007 :

Documents du Conseil. — Proposition de décret, n° 311-1.

Compte-rendu intégral. — Rapport oral, discussion et adoption.

Séance du mardi 14 novembre 2006.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2007 — 800

[2007/200483]

24 NOVEMBER 2006. — Decreet betreffende de toekenning van de vergunning van sportschutter

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

- 1° "Regering" : de Regering van de Franse Gemeenschap;
- 2° "Wapenwet" : wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens;
- 3° "Erkende schietfederatie" : sportfederatie erkend met toepassing van de bepalingen van het decreet van 26 april 1999 tot organisatie van de sport in de Franse Gemeenschap en die een discipline sportschieten beheert;
- 4° "Sportschutter" : natuurlijke persoon aangesloten via een kring bij een erkende schietfederatie;
- 5° "Sportschieten" : de schietdisciplines bepaald door de internationale schietfederaties en de erkende schietfederaties;
- 6° "Vergunning van sportschutter" : document waarbij het recht op de beoefening van het sportschieten wordt verleend, dat overeenkomstig de bepalingen van dit decreet uitgereikt wordt aan de sportschutter door of in de naam van de Regering;
- 7° "Erkende instructeur" : natuurlijke persoon die titularis is van een pedagogisch brevet voor het sportschieten uitgereikt of gehomologeerd door de Regering;
- 8° "Bestuur" : de Algemene Directie Sport van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

Art. 2. Om de disciplines sportschieten te beoefenen moet de sportschutter over één van de volgende documenten beschikken :

- 1° een vergunning van sportschutter;
- 2° een gelijkwaardig document uitgereikt ofwel door de Vlaamse Gemeenschap ofwel door de Duitstalige Gemeenschap;
- 3° een gelijkwaardig document uitgereikt in een lidstaat van de Europese Unie;
- 4° een gelijkwaardig document erkend door de Minister van Justitie en uitgereikt door een andere Staat;
- 5° een vergunning voor sportschieten, voorlopig uitgereikt, hierna "voorlopige vergunning" genoemd.

§ 2. Tijdens internationale sportwedstrijden georganiseerd binnen de Franse Gemeenschap moeten de buitenlandse schutters in het bezit zijn van de uitnodiging uitgereikt door de organisator.

Art. 3. Het sportschieten wordt beoefend in erkende schietstanden overeenkomstig de bepalingen van artikel 20 van de wapenwet of, voor het schieten met wapens met een gladde loop, in te dien einde ingerichte en door een erkende schietfederatie toegelaten plaatsen.

Art. 4. Het sportschieten wordt beoefend door het gebruik van wapens en erbij horende ammunitie, vereist in de schietdisciplines bepaald door de internationale schietfederaties.

Andere schietdisciplines kunnen in de omschrijving van het sportschieten passen die geformuleerd wordt in het vorige lid, na beslissing van de Regering voor zover hun beoefening een oefening is van de disciplines bedoeld in het eerste lid.

De lijst van de disciplines wordt door de Regering vastgesteld op de voordracht van de erkende schietfederaties.

Het bezitten van wapens en ammunitie die nodig zijn voor de schietdisciplines bedoeld in de eerste en tweede leden wordt slechts toegelaten als de wapens opgenomen zijn in de lijst vastgesteld door de Minister van Justitie met inachtneming van artikel 12, 2°, van de wapenwet van 8 juni 2006.

Art. 5. De sportschutters die jonger zijn dan 18 moeten, tijdens hun schietoefeningen, permanent onder de bewaking, de verantwoordelijkheid en het gezag staan van een meerderjarige sportschutter die houder is van een geldige vergunning sinds ten minste twee jaar.

Art. 6. Om een vergunning van sportschutter te bekomen moet de kandidaat :

1° minstens zestien jaar oud zijn of minstens veertien, uitsluitend in het geval van het beoefenen van een olympische discipline. De toekenning van een vergunning voor sportschutter aan een minderjarige geeft hem echter niet de toelating om, overeenkomstig artikel 11, § 3, 1°, van de wapenwet, een sportvuurwapen alsook erbij horende ammunitie te bezitten;

2° sedert minstens zes maanden sportschutter zijn en een schietsportboekje bezitten waarbij een regelmatige activiteit van minimum zes oefenperiodes bewezen wordt, ingericht door een erkende federatie of door een van haar aangesloten kringen en gecontroleerd door een erkende instructeur. De deelname aan een gewestelijke, nationale of internationale sportwedstrijd is gelijk aan de activiteit van één van de voornoemde oefenperiodes.

Om de jaarlijkse hernieuwing van zijn vergunning te bekomen, zal de sportschutter echter een schietsportboekje moeten bezitten waarin een regelmatige activiteit bewezen wordt van minimum twaalf oefenperiodes per jaar verspreid over drie kwartalen en gecontroleerd door een erkende instructeur. De deelname aan een gewestelijke, nationale of internationale sportwedstrijd is gelijk aan de activiteit van één van de voornoemde oefenperiodes;

3° een getuigschrift van goed zedelijk gedrag voorleggen van hoogstens drie maanden anciënniteit, en waarop geen veroordeling vermeld wordt wegens inbreuken op de wapenwet en geen veroordeling wegens strafrechtelijke inbreuken tot vrijheidsstraf van meer dan vier maanden met of zonder uitstel, met dien verstande dat het voorleggen door de uitbater van de schietstand van het eensluidend afschrift van het getuigschrift van goed zedelijk gedrag vereist door de erkende schietfederaties voor het behalen of de vernieuwing van de aansluiting van het betrokken jaar van een schutter gelijk is aan het bovenvermelde voorleggen. De voorwaarden bedoeld in artikel 11, § 3, 3° en 4°, van de wapenwet van 8 juni 2006 naleven;

4° een medisch getuigschrift voorleggen van hoogstens drie maanden anciënniteit en waarbij bewezen wordt dat er geen bezwaar bestaat tegen het beoefenen van het sportschieten bedoeld in het medisch reglement van de erkende schietfederatie;

5° voor een theoretische proef geslaagd zijn met betrekking tot de kennis van de wetgeving over wapens. Deze proef wordt georganiseerd door een erkende schietfederatie. Bij hernieuwing van de vergunning blijft het slaagattest geldig onder voorbehoud van een wijziging van de wetgeving over wapens.

6° voor een praktische proef geslaagd zijn waarbij bewezen wordt dat de kandidaat een vuurwapen in alle veiligheid kan gebruiken; deze proef wordt georganiseerd door een erkende schietfederatie.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de organisatie, de inhoud, de evaluatie en de gelijkwaardigheid van de proeven.

Art. 7. De vergunning van sportschutter wordt uitgereikt door een erkende schietfederatie die het beheer heeft van bedoelde discipline, hierna "de uitreikende overheid" genoemd.

De uitreikende overheid zendt om het jaar, vóór 30 april, een verslag over de toepassing van dit decreet aan het Bestuur dat belast is met de inspectie van de activiteiten van de uitreikende overheid.

De Regering bepaalt het model en de inhoud van dit verslag. Dit bovenvermelde verslag zal onder andere het aantal theoretische en praktische georganiseerde proeven moeten vermelden, alsook het aantal slaagattesten, de lijst van de personen aan wie voor het betrokken jaar een vergunning van sportschutter of een voorlopige vergunning van sportschutter toegekend wordt.

Ingeval de uitreikende overheid één van de bepalingen van dit decreet niet in acht neemt, kan de Regering de procedure inzetten voor het schorsen of het intrekken van de erkenning van bedoelde sportfederatie overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 26 april 1999 tot organisatie van de sport in de Franse Gemeenschap volgens de door de Regering bepaalde nadere regels.

Art. 8. De uitreikende overheid moet, voor een periode van zes maanden, een voorlopige vergunning uitreiken voor het aanleren van het sportschieten. Om een voorlopige vergunning te bekomen dient de kandidaat aan de voorwaarden bedoeld in artikel 6 van dit decreet te voldoen, met uitzondering van de punten 2°, 5° en 6°.

De voorlopige vergunning laat enkel de manipulatie met wapens toe onder het toezicht en het gezag van een erkende instructeur.

Ze draagt de melding "voorlopig" in rode kleur en is gelijk aan het model van definitieve vergunning.

Haar duur kan niet verlengd worden.

Art. 9. De vergunning van sportschutter wordt uitgereikt op voorlegging van de volgende documenten :

1° een afschrift van de identiteitskaart van de aanvrager en de melding van het nationaal nummer;

2° een afschrift van de aansluitingskaart van een erkende schietfederatie;

3° een afschrift van zijn schietboekje;

4° de documenten bedoeld in artikel 6, 3° en 4° van dit decreet;

5° een getuigschrift van slagen voor iedere in artikel 6, 5° en 6° bedoelde proef;

6° een recente identiteitsfoto.

Het model van de vergunning van sportschutter wordt door de Regering bepaald.

Art. 10. De uitgereikte vergunning is geldig tot 31 december van het lopende jaar. Daarna moet zij jaarlijks hernieuwd worden volgens de in artikel 6 bedoelde voorwaarden, met uitzondering van 6°.

De lijst met de titularissen van een vergunning wordt vóór 30 april overgezonden door de uitreikende overheid aan de Gouverneurs van de Provincies waar de titularissen hun woning hebben

Art. 11. Ingeval het sportschieten wordt stopgezet, dient de vergunning aan de uitreikende overheid binnen de drie maanden teruggestuurd te worden. De schutter die deze bepaling niet in acht neemt, verliest het recht op het aanvragen van de hernieuwing van zijn vergunning als hij zijn activiteiten wenst te hervatten.

De schutter die zijn activiteiten van sportschutter wenst te hervatten vraagt een vergunning of voorlopige vergunning bedoeld in de artikelen 6 en 8 van dit decreet aan.

Art. 12. De uitreikende overheid kan de vergunning van sportschutter intrekken wanneer het gedrag van de titularis tegenstrijdig is met de interne reglementen van de kring of van de erkende schietfederatie waarbij hij aangesloten is.

De uitreikende overheid moet de vergunning van sportschutter intrekken in de volgende gevallen :

1° indien zijn titularis de bepalingen van dit decreet overtreedt;

2° indien zijn titularis de bepalingen van de wapenwet overtreedt;

3° bij veroordeling van zijn titularis wegens strafrechtelijke inbreuken tot vrijheidsstraf van meer dan vier maanden met of zonder uitstel.

De beslissing tot intrekking van de vergunning moet gemotiveerd worden door de uitreikende overheid.

De procedure inzake de intrekking van de vergunning, alsook het beroep tegen deze beslissing worden georganiseerd door de statuten van de betrokken federatie of krachtens deze.

Art. 13. In de gevallen bedoeld in artikel 11, eerste lid en artikel 12, is de uitreikende overheid ertoe gehouden zonder verwijl de Gouverneur van de Provincie waar de titularis van de vergunning woont te verwittigen van de intrekking van de vergunning.

Art. 14. Overgangperiode

1° De sportschutters die, bij de inwerkingtreding van dit decreet,

- lid zijn van een erkende federatie;

- al sportvuurwapens bezitten,

kunnen, binnen een termijn van zes maanden vanaf de inwerkingtreding van dit decreet, een aanvraag indienen om een vergunning van sportschutter overeenkomstig de bepalingen van dit decreet.

Om zijn vergunning te bekomen moet de sportschutter aan de voorwaarden van dit decreet beantwoorden behalve voor wat betreft de artikelen 6, 2° en 9, 3°, waarin, tijdens de overgangperiode, het schietsportboekje vervangen wordt door een getuigschrift voor gevolgde oefeningen bij een kring van de erkende federatie.

Alle andere sportschutters moeten binnen dezelfde termijn de voorlopige vergunning bedoeld in artikel 8 aanvragen.

2° In afwijking van artikel 10 geldt de vergunning die uitgereikt wordt voor het jaar 2007 vanaf 10 december 2006.

Art. 15. Het decreet van 22 oktober 2003 betreffende de toekenning van de vergunning van sportschutter wordt opgeheven.

Art. 16. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 24 november 2006.

De Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie,

Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President en Minister van Begroting en Financiën,

M. DAERDEN

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,

Cl. EERDEKENS

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,

Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,

Mevr. C. FONCK

—————
Nota's

Zitting 2006-2007 :

Stukken van de Raad. — Voorstel van decreet, nr. 311-1.

Integraal verslag. — Mondeling verslag, bespreking en aanneming.

Vergadering van dinsdag 14 november 2006.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 801

[2007/200498]

23 JANVIER 2007. — Arrêté ministériel autorisant temporairement la pêche de la truite à la mouche dans un tronçon de la Vesdre en période de fermeture

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

Vu la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale, notamment l'article 14;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 11 mars 1993 portant exécution de la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale, notamment l'article 46;

Vu la demande introduite le 4 janvier 2007 par le Comité de réciprocité halieutique du sous-bassin de la Vesdre, visant à obtenir une prolongation de la période d'ouverture de la pêche à la truite pour la Vesdre en aval du pont de l'Épargne, à Verviers;

Vu l'avis de la Division de la Nature et des Forêts;

Considérant l'intérêt, sur le plan local et touristique, de prolonger la période de pêche à la truite dans ce tronçon de la Vesdre,

Arrête :

Article unique. Par dérogation aux dispositions de l'article 46 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 11 mars 1993 portant exécution de la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale, du troisième samedi de mars au vendredi précédant le premier samedi de juin, il est permis de pêcher la truite à la mouche sans lest ni annexes, du bord de l'eau seulement, dans la Vesdre en aval du pont de l'Épargne, à Verviers durant les années 2007 et 2008.

Namur, le 23 janvier 2007.

B. LUTGEN